

**RAPPORT N°2022/2-21
au Bureau de la Communauté
en séance du vendredi 08 Avril 2022**

**OBJET : CONVENTION DE GESTION A TITRE GRACIEUX ENTRE L'ETAT ET LA CINOR POUR LA MISE A DISPOSITION DE LA PARCELLE AD3 SUR LE SITE DU PHARE DE SAINTE-SUZANNE
ORIENTATION 2 – FAVORISER LE DEVELOPPEMENT EQUILIBRE DU TERRITOIRE INTERCOMMUNAL
/ AXE 1 – FAVORISER UN AMENAGEMENT CIRCULAIRE / ENGAGEMENT 3 – PRIVILEGIER DES ESPACES DE RESPIRATION ET DE LOISIRS DE QUALITE**

Par convention d'occupation temporaire du 20 novembre 2003, amendée par avenant du 26 novembre 2013, l'État-ministère de la Mer a autorisé la Communauté Intercommunale du Nord de La Réunion (CINOR) à occuper le domaine public maritime (DPM) afin de mettre en valeur le phare de Bel-Air, sur la commune de Sainte Suzanne, soit les parcelles cadastrées AD 2 et AD 3.

Cette convention d'une durée de 18 ans, accordée à titre précaire du 1er juillet 2003 au 30 juin 2021, sans droits réels, autorisait la CINOR à construire un bâtiment d'une superficie de 170 m² destiné à abriter l'antenne Nord de l'Office de Tourisme Intercommunal et une association musicale. Ces travaux prévoyaient également la réalisation d'un parking, l'aménagement d'un jardin de type créole, la rénovation du rez-de-chaussée et l'étanchéité du toit du phare et l'installation de toilettes publiques.

A l'échéance de ladite convention, au vu de l'état très délité du phare de Sainte-Suzanne, la rénovation de celui-ci a été retenue dans le cadre du volet immobilier du plan de relance 2021 de l'État, à hauteur de 1,2 M € qui permet d'engager les travaux de restauration de cet édifice classé au titre des monuments historiques.

Les travaux d'une durée estimée à 1 an débiteront au 2^e trimestre 2022. Par conséquent, l'accès au phare de BEL-AIR, l'ancien logement du gardien, ainsi que l'ensemble de la parcelle AD 2 devront être fermés pendant les travaux.

Aussi, afin de permettre à la CINOR de continuer à assurer le bon fonctionnement de ses missions pendant la durée des travaux, l'Etat propose de prolonger à titre gracieux et provisoire, le titre d'occupation du domaine public maritime sur la seule parcelle cadastrée AD 3 par le biais d'une convention de gestion pour une durée de deux ans à compter de la date de sa notification à la CINOR.

Celle-ci déterminera les conditions dans lesquelles la CINOR est autorisée à délivrer des autorisations d'occupation non constitutives de droits réels et à se substituer à l'État pour la délivrance des titres d'occupation, la détermination des conditions financières y afférents et posera ses limites prévues.

En effet, les conventions de gestion prévues aux articles L. 2123-2 (domaine public) et L. 2222-10 (domaine privé) du Code général de la propriété des personnes publiques (CG3P) permettent à l'État de confier à des collectivités territoriales la gestion d'immeubles domaniaux, non utilisés pour l'exécution d'un service public, dont la conservation dans le patrimoine national est souhaitable pour des motifs culturels, écologiques ou économiques.

A l'échéance de cette convention de gestion, l'Etat souhaite proposer à la CINOR, qui n'est ni la personne morale occupante des lieux, ni propriétaire des constructions :

- une procédure de cession de la parcelle AD 3 (bâtiment construit par la CINOR) afin de lui donner les droits du propriétaire et d'avoir une gestion et un usage autonome du bâtiment construit.
- une autorisation d'occupation temporaire du domaine de l'État de la parcelle AD2 (emprise du phare). En contrepartie, la CINOR mettra à profit la période des travaux pour proposer à l'Etat un projet d'exploitation, d'entretien et de mise en valeur du monument, pour les années à venir, à la hauteur des enjeux et des ambitions du développement économique et touristique du territoire.

En conséquence, je vous prie de bien vouloir :

- Approuver la convention de gestion à titre gracieux entre l'Etat et la CINOR pour la mise à disposition de la parcelle AD 3 sur le site du phare de Sainte-Suzanne pendant deux ans.
- Autoriser le Président à signer cette convention et à effectuer toutes les démarches nécessaires à sa mise en œuvre.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.



**DECISION N° 2022/2-21
du Bureau de la Communauté
en séance du 08 Avril 2022**

OBJET :

**CONVENTION DE GESTION A TITRE GRACIEUX ENTRE L'ETAT ET LA CINOR POUR LA MISE A
DISPOSITION DE LA PARCELLE AD3 SUR LE SITE DU PHARE DE SAINTE-SUZANNE
ORIENTATION 2 – FAVORISER LE DEVELOPPEMENT EQUILIBRE DU TERRITOIRE INTERCOMMUNAL
/ AXE 1 – FAVORISER UN AMENAGEMENT CIRCULAIRE / ENGAGEMENT 3 – PRIVILEGIER DES
ESPACES DE RESPIRATION ET DE LOISIRS DE QUALITE**

LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE

Vu les dispositions du CGCT ;

Considérant que l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (..) « L'article L5211-10 autorise, l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions, au Bureau, dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article » (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/ n° 258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 10 juillet 2020 affaire n° 2020/1-07 le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des conseillers communautaires ;
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accord-cadre de travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres de travaux passés après procédure adaptée excédant 1 000 000 d'euros HT (y compris, pour une opération de travaux, tous les lots afférents à cette opération passés en procédure adaptée sur la base des dispositions de l'article 27-III du CMP), ainsi que toutes décisions concernant leurs avenants.
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liés aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liés aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions Publiques d'Aménagement et les concessions d'aménagement ;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, VEOLIA EAU ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L 5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Vu l'avis des Commissions,

Sur le RAPPORT n° 2022/2-21 du Président ;

Accusé de réception en préfecture
974-249740119-20220408-BC2022-2-21-DE
Date de télétransmission : 14/04/2022
Date de réception préfecture : 14/04/2022

**APRES EN AVOIR DELIBERE,
DECIDE**

Article 1 :

D'approuver la convention de gestion à titre gracieux entre l'Etat et la CINOR pour la mise à disposition de la parcelle AD3 sur le site du phare de Sainte-Suzanne pendant deux ans.

Article 2 :

D'autoriser le Président à signer cette convention de gestion et à effectuer toutes les démarches nécessaires à sa mise en œuvre.

Nombre de votants : 15 (dont 2 procurations) Suffrages exprimés : 15 Vote pour : 15 Vote contre : 00 Abstention : 00
--

Pour extrait certifié conforme
Fait à Sainte-Clotilde

13 AVR 2022

**Le Président,
Maurice GIRONCEL**



Accusé de réception en préfecture 974-249740119-20220408-BC2022-2-21-DE Date de télétransmission : 14/04/2022 Date de réception préfecture : 14/04/2022
--